

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendement. Les autres organisations s'engagent à les discuter au sein du Conseil national du Travail, dans le délai d'un mois de leur réception.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 17 novembre 1993.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet de redenen ervan aangeven en amendementsvoorsstellen indienen. De andere organisaties verbinden er zich toe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 november 1993.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

F. 93 — 2792

[C — 12587]

**17 NOVEMBRE 1993.** — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail n° 57 du 13 juillet 1993 conclue au sein du Conseil national du Travail, modifiant la convention collective de travail n° 47 du 18 décembre 1990 relative à la procédure à respecter et à la durée du travail temporaire (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment les articles 18 et 28;

Vu la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, notamment l'article 1er, § 5;

Vu la convention collective de travail n° 36 du 27 novembre 1981 portant des mesures conservatoires sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, notamment les articles 2, 17, 18 et 19, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 9 décembre 1981;

Vu la convention collective de travail n° 47 du 18 décembre 1990 relative à la procédure à respecter et à la durée du travail temporaire, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 19 février 1991;

Vu la convention collective de travail n° 47 bis du 18 décembre 1990 relative au travail intérimaire en cas de surcroît extraordinaire de travail dont le terme est échu le 31 janvier 1993, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 5 mars 1991;

Vu la demande du Conseil national du Travail;  
Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail n° 57, reprise en annexe, conclue le 13 juillet 1993 au sein du Conseil national du Travail, modifiant la convention collective de travail n° 47 du 18 décembre 1990 relative à la procédure à respecter et à la durée du travail temporaire.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 novembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Loi du 24 juillet 1987, *Moniteur belge* du 20 août 1987.

Arrêté royal du 9 décembre 1981, *Moniteur belge* du 6 janvier 1982.

Arrêté royal du 19 février 1991, *Moniteur belge* du 20 mars 1991.

Arrêté royal du 5 mars 1991, *Moniteur belge* du 17 mai 1991.

N. 93 — 2792

[C — 12587]

**17 NOVEMBER 1993.** — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 57 van 13 juli 1993, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 47 van 18 december 1990 betreffende de na te leven procedure en de duur van de tijdelijke arbeid (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op de artikelen 18 en 28;

Gelet op de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, inzonderheid op artikel 1, § 5;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 36 van 27 november 1981 houdende conservatoire maatregelen betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, inzonderheid op de artikelen 2, 17, 18 en 19, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 9 december 1981;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 47 van 18 december 1990 betreffende de na te leven procedure en de duur van de tijdelijke arbeid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 19 februari 1991;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 47 bis van 18 december 1990 betreffende de uitzendarbeid in geval van buitengewone vermeerdering van werk, welke overeenkomst is opgehouden van toepassing te zijn op 31 januari 1993, algemeen verbindend verklaard door het koninklijk besluit van 5 maart 1991;

Gelet op het verzoek van de nationale Arbeidsraad;  
Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst nr. 57 van 13 juli 1993, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 47 van 18 december 1990, betreffende de na te leven procedure en de duur van de tijdelijke arbeid.

**Art. 2.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 november 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Wet van 24 juli 1987, *Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1987.

Koninklijk besluit van 9 december 1981, *Belgisch Staatsblad* van 6 januari 1982.

Koninklijk besluit van 19 februari 1991, *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 1991.

Koninklijk besluit van 5 maart 1991, *Belgisch Staatsblad* van 17 mei 1991.

## Annexe

## Conseil national du Travail

*Convention collective de travail n° 57 du 13 juillet 1993 modifiant la convention collective de travail n° 47 du 18 décembre 1990 relative à la procédure à respecter et à la durée du travail temporaire*

*Convention enregistrée le 26 juillet 1993  
sous le numéro 33.209/CO/300*

Article 1er. Un article 5bis est inséré dans la Section 2 « Surcroît extraordinaire de travail » de la convention collective de travail n° 47 du 18 décembre 1990 relative à la procédure à respecter et à la durée du travail temporaire. Cet article 5 est libellé comme suit :

« Article 5bis. § 1er. Si, en exécution de l'article 5, § 1er, de la présente convention, l'accord de la délégation syndicale est demandé afin de pouvoir recourir au travail temporaire par le biais du travail intérimaire en cas de surcroît extraordinaire de travail, cette demande peut, en dérogation à l'alinéa 2 du paragraphe précité, couvrir une période de plus d'un mois civil.

L'accord de la délégation syndicale porte tant sur le nombre de travailleurs concernés que sur la période pendant laquelle le travail intérimaire sera presté.

§ 2. A défaut de délégation syndicale, le recours au travail temporaire par le biais du travail intérimaire pour faire face à un surcroît extraordinaire de travail pour une durée qui n'exécède pas six mois au maximum ne sera autorisé que pour autant que l'entreprise de travail intérimaire communique au Fonds social pour les intérimaires, le nom et l'adresse de l'utilisateur ainsi que le numéro de la commission paritaire dont ce dernier relève.

Sans préjudice de l'article 21 de la loi du 24 juillet 1987, c'est à l'utilisateur qu'il appartiendra de procéder à la communication prévue à l'alinéa précédent dès lors qu'un contrat écrit entre l'entreprise de travail intérimaire et l'utilisateur comporte une spécification en ce sens.

L'utilisateur communique également le nom de l'entreprise de travail intérimaire concernée.

Cette communication se fait au plus tard à la fin du mois civil suivant celui durant lequel la mise à disposition du travailleur intérimaire a débuté.

§ 3. Le nom des entreprises utilisatrices communiqué au Fonds sera transmis d'une manière individualisée aux représentants des organisations de travailleurs qui siègent au Conseil d'administration du Fonds social, et ce dans les deux semaines qui suivent la fin de chaque mois civil.

§ 4. Par ailleurs, des informations complémentaires pourront être demandées, à l'entreprise de travail intérimaire, par la Commission de Bons offices instituée par la convention collective de travail du 8 juillet 1993, conclue en Commission paritaire pour le travail intérimaire, créant et organisant une Commission de Bons offices pour les intérimaires, agissant dans les limites des compétences fixées par ladite convention collective de travail.

§ 5. Sur demande écrite d'une ou de plusieurs organisations de travailleurs visées au § 3 du présent article, le délai pendant lequel l'utilisateur souhaite recourir au travail intérimaire devra être réduit.

Sauf décision contraire de la Commission paritaire pour le travail intérimaire, ce délai ne pourra être inférieur à trois mois.

Si la Commission paritaire pour le travail intérimaire n'a pas été instituée ou ne fonctionne pas, les compétences attribuées par l'alinéa précédent à cette commission paritaire, sont exercées par le Conseil national du Travail.

La demande visée à l'alinéa 1er du présent paragraphe est adressée à l'entreprise de travail intérimaire concernée dans les six semaines qui suivent la date à laquelle les représentants des organisations de travailleurs ont reçu communication des données par le Fonds.

L'entreprise de travail intérimaire informe immédiatement l'utilisateur de cette demande, lequel doit s'y conformer dans les sept jours de l'envoi de la demande à l'entreprise de travail intérimaire.

§ 6. Si le recours au travail intérimaire dépasse le délai de six mois susvisé ou les délais réduits en vertu du § 5, la procédure définie à l'article 5, § 2, de la présente convention, doit être respectée.

§ 7. En cas d'occupation à l'étranger, l'entreprise de travail intérimaire communique au Fonds social pour les intérimaires, le nom et l'adresse de l'utilisateur ainsi que le secteur dans lequel l'utilisateur

## Bijlage

## Nationale Arbeidsraad

*Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 57 van 13 juli 1993 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 47 van 18 december 1990 betreffende de na te leven procedure en de duur van de tijdelijke arbeid*

*Overeenkomst geregistreerd op 26 juli 1993  
onder het nummer 33.209/CO/300*

Artikel 1. In afdeling 2 « Buitengewone vermeerdering van werk » van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 47 van 18 december 1990 betreffende de na te leven procedure en de duur van de tijdelijke arbeid, wordt een artikel 5bis ingevoegd, luidende :

« Artikel 5bis. § 1. Indien bij toepassing van artikel 5, § 1, van deze overeenkomst de vakbondsafvaardiging om toestemming wordt verzocht ten einde een beroep te doen op tijdelijke arbeid door middel van uitzendarbeid, wegens een buitengewone vermeerdering van werk, mag die aanvraag, in afwijking van het tweede lid van genoemde paragraaf, meer dan één kalendermaand bestrijken.

De toestemming van de vakbondsafvaardiging heeft zowel betrekking op het aantal betrokken werknemers als op de periode gedurende welke de uitzendarbeid uitgeoefend zal worden.

§ 2. Bij ontstentenis van een vakbondsafvaardiging zal alleen een beroep op tijdelijke arbeid door middel van uitzendarbeid om te beantwoorden aan een buitengewone vermeerdering van werk voor een periode van ten hoogste zes maanden kunnen worden gedaan, voor zover het uitzendbureau de naam en het adres van de gebruiker alsook het nummer van het paritair comité waaronder deze laatste ressorteert, aan het Sociaal Fonds voor de uitzendkrachten meedeelt.

Overminderd artikel 21 van de wet van 24 juli 1987, dient de gebruiker de in de vorige alinea vermelde mededeling te doen indien een schriftelijke overeenkomst tussen het uitzendbureau en de gebruiker hierin voorziet.

De gebruiker dient eveneens de naam van het betrokken uitzendbureau mee te delen.

Deze mededeling moet gebeuren uiterlijk op het einde van de kalendermaand, volgend op die gedurende welke de terbeschikkingstelling van de uitzendkracht, een aanvang heeft genomen.

§ 3. De aan het Fonds meegedeelde namen van de gebruikende ondernemingen dienen binnen twee weken na het einde van elke kalendermaand op een geïndividualiseerde wijze aan de vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties die in de Raad van Beheer van het Sociaal Fonds zitting hebben, te worden meegedeeld.

§ 4. Verder kan de Commissie van goede diensten, ingesteld door de op 8 juli 1993 in het Paritair comité voor de uitzendarbeid gesloten collectieve arbeidsovereenkomst tot oprichting en organisatie van een Commissie van goede diensten voor de uitzendarbeid, aan het uitzendbureau aanvullende informatie vragen, binnen de grenzen van haar bevoegdheden zoals deze zijn vastgesteld door de genoemde collectieve arbeidsovereenkomst.

§ 5. Op schriftelijk verzoek van een of meer van de werknemersorganisaties genoemd in § 3 van dit artikel, dient de termijn gedurende welke de gebruiker op uitzendarbeid beroep wenst te doen, te worden ingekort.

Behoudens andersluidende beslissing van het Paritair comité voor de uitzendarbeid, mag die termijn niet beneden de drie maanden dalen.

Indien het Paritair comité voor de uitzendarbeid niet is opgericht of niet werkt, worden de door het vorige lid aan dat paritair comité toegewezen bevoegdheden uitgeoefend door de Nationale Arbeidsraad.

Het bij het eerste lid van deze paragraaf bedoeld verzoek wordt gericht tot het betrokken uitzendbureau, binnen zes weken na het tijdstip waarop de vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties de door het Fonds meegedeelde gegevens hebben ontvangen.

Het uitzendbureau brengt het verzoek onmiddellijk ter kennis van de gebruiker, die er gevolg dient aan te geven binnen zeven dagen na het oomblik van de verzending van het verzoek aan het uitzendbureau.

§ 6. Zo het beroep op uitzendarbeid de hogervermelde termijn van zes maanden of de krachtens § 5 verkorte termijnen overschrijdt, moet de procedure bedoeld bij artikel 5, § 2, van deze overeenkomst worden nageleefd.

§ 7. In geval van tewerkstelling in het buitenland deelt het uitzendbureau aan het Sociaal Fonds voor de uitzendkrachten de naam en het adres van de gebruiker mee alsook de sector waarin de

exerce ses activités. Cette communication se fait au plus tard à la fin du mois civil suivant celui durant lequel la mise à disposition du travailleur intérimaire a débuté.

Le nom des entreprises utilisatrices communiqué au Fonds sera transmis d'une manière individualisée aux représentants des organisations de travailleurs qui siègent au Conseil d'administration du Fonds social, et ce dans les six semaines qui suivent la fin de chaque mois civil.

Des informations complémentaires seront par ailleurs fournies, à sa demande, à la Commission de Bons offices et ce conformément au prescrit du paragraphe 4 du présent article.

Durant les périodes d'occupation à l'étranger, le travailleur temporaire relève du régime général de la sécurité sociale ou du régime de la sécurité sociale d'outre-mer.

#### Commentaire

Pour l'application du paragraphe 2 du présent article, il convient de rappeler :

— d'une part, que conformément au prescrit de l'article 21 de la loi du 24 juillet 1987, les entreprises de travail intérimaire ne peuvent mettre des intérimaires à la disposition d'utilisateurs et ceux-ci ne peuvent occuper des intérimaires qu'en vue de l'exécution d'un travail temporaire visé ou autorisé à l'article 1er de cette même loi;

— d'autre part, qu'en cas de recours au travail temporaire par le biais du travail intérimaire pour faire face à un surcroît extraordinaire de travail pour une durée qui excède six mois, c'est la procédure de l'article 5, § 2, de la présente convention qui est d'application.

Art. 2. Dans l'article 7 de la convention n° 47 précitée, le texte du troisième tiret est remplacé par la disposition suivante :

« — Utilisateur occupe ou continue d'occuper un travailleur intérimaire en cas de surcroît extraordinaire de travail, en violation des dispositions prévues aux articles 5 et 5bis ».

Art. 3. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er février 1993.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 17 novembre 1993.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

gebruiker zijn activiteiten uitoefent. Deze mededeling moet gebeuren uiterlijk op het einde van de kalendermaand volgend op die gedurende welke de terbeschikkingstelling van de uitzendkracht een aanvang heeft genomen.

De aan het Fonds meegedeelde namen van de gebruikende ondernemingen dienen binnen zes weken na het einde van elke kalendermaand op een geïndividualiseerde wijze aan de vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties die in de Raad van Beheer van het Sociaal Fonds zitting hebben, te worden meegedeeld.

Op verzoek van de Commissie van goede diensten zal aan die Commissie aanvullende informatie worden verstrekt overeenkomstig de bepalingen van § 4 van dit artikel.

Gedurende de periode van tewerkstelling in het buitenland is de tijdelijke werknemer onderworpen aan het algemeen stelsel van de sociale zekerheid of aan het stelsel van de overzeese sociale zekerheid.

#### Commentaar

Voor de toepassing van § 2 van dit artikel dient in herinnering te worden gebracht :

— eensdeels dat, overeenkomstig artikel 21 van de wet van 24 juli 1987, de uitzendbureaus alleen dan uitzendkrachten ter beschikking van gebruikers mogen stellen en deze alleen dan uitzendkrachten mogen tewerkstellen wanneer het gaat om de uitvoering van een in artikel 1 van die wet bedoelde of toegelaten tijdelijke arbeid;

— anderdeels dat, wanneer een beroep wordt gedaan op tijdelijke arbeid door middel van uitzendarbeid om te beantwoorden aan een buitengewone vermeerdering van werk voor een periode van ten hoogste zes maanden, de procedure van artikel 5, § 2, van deze overeenkomst van toepassing is.

Art. 2. In artikel 7 van de genoemde overeenkomst nr. 47 wordt de tekst van het derde streepje vervangen als volgt :

« — indien de gebruiker, in strijd met de bepalingen van de artikelen 5 en 5bis, een uitzendkracht tewerkstelt of doorgaat met de tewerkstelling van een uitzendkracht bij buitengewone vermeerdering van werk ».

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 februari 1993.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 november 1993.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

#### MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 93 — 2793

[C — 31413]

25 NOVEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au contrôle du respect des dispositions légales et réglementaires en matière d'environnement

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, notamment l'article 121;

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment l'article 24, modifiée par les lois du 30 juin 1967 et du 11 février 1986;

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, nuisibles ou incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur, notamment l'article 1er, remplacée par la loi du 22 décembre 1989;

Vu la loi du 28 décembre 1931 relative à la protection des bois et forêts appartenant à des particuliers, notamment l'article 11;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, notamment l'article 6, modifiée par la loi du 10 décembre 1967;

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment les articles 36 et 37;

#### MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 93 — 2793

[C — 31413]

25 NOVEMBER 1993. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het toezicht op het naleven van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake leefmilieu

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 121;

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikel 24, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1967 en 11 februari 1986;

Gelet op de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen en op de stoomtuigen en stoomketels, inzonderheid op artikel 1, vervangen bij de wet van 22 december 1989;

Gelet op de wet van 28 december 1931 op de bescherming van aan particulieren toebehorende bossen en wouden, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967;

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, inzonderheid op de artikelen 36 en 37;